



SECTION DE L'HERAULT

TEL/ 04-67-15-75-65

Port :06-11-60-25-67

e-mail :fo.034@dgfip.finances.gouv.fr

Syndicat National des Finances Publiques Force Ouvrière

Section de l'HERAULT

Réunion interrégionale sur le Document d'Orientation Stratégique

UN D.O.S. : STRESS !

Le Directeur Général des Finances Publiques a décidé d'organiser à travers toute la France plusieurs réunions interrégionales sur le Document d'Orientation Stratégique (DOS). Sont conviés à la restitution de ces travaux, les agents ayant participé aux ateliers. Par ailleurs, M. PARINI a souhaité également rencontrer les représentants des différentes organisations syndicales présentes localement.

UN DOS

Décliné dans les différentes filières de la DGFIP, le DOS aurait pour objet de faire un état des lieux des différents métiers exercés à la DGFIP. Il devrait également définir les orientations stratégiques à l'horizon 2012 et servira de cadre de référence pour les objectifs annuels de la Direction Générale.

Pour le Syndicat F.O.-DGFIP, la démarche DOS s'est faite en éludant totalement la question des moyens, question que la Direction Générale renvoie au CTPC annuel sur les Emplois. (Pour mémoire, F.O.-DGFIP a quitté la réunion du CTPC du 30 novembre dernier sur le sujet au motif que l'Administration ne voulait pas ouvrir le débat sur l'adéquation des moyens et des missions).

STRESS

Pendant ce temps, le maintien de la politique dogmatique du Gouvernement de non renouvellement de plus de la moitié des départs en retraite continue d'amplifier la dégradation des conditions de travail des personnels, quand ce n'est pas la dégradation pure et simple de leur état de santé. Alors que de plus en plus de collègues craquent dans les services et dans les postes comptables, la Direction Générale veut constamment nous faire croire qu'elle peut indéfiniment supprimer des emplois sans augmenter le stress des agents.

Le DOS participera de cette politique permettant d'anticiper les pseudo gains d'efficacité toujours affirmés mais jamais démontrés.

Le DOS ne doit pas devenir un nouvel outil à détruire les missions et à augmenter le stress des agents.



Déclaration de la délégation FO-DGFIP-34

Monsieur le Directeur Général,

FO ne cesse de s'opposer à la Révision générale des politiques publiques qui au prétexte de réorganiser l'Etat, a pour but de supprimer massivement des emplois et de démanteler le Service Public,

La Cour des comptes elle-même dans son rapport publié le 16 décembre 2009 critique la vision à court terme et dans l'urgence de la gestion des emplois.

Elle réclame une approche plus qualitative, basée sur l'analyse des missions et dénonce une approche principalement budgétaire sans adéquation des emplois aux besoins.

Malgré cela le gouvernement persiste et poursuit cette méthode et même s'agissant de notre ministère, avec un zèle particulier.

2569 suppressions à la DGFIP se traduisant par 37 emplois en moins dans l'Hérault.

37 suppressions d'emplois dans l'Hérault alors même que ce département est en pleine explosion démographique.

Suppressions alors que nous sommes en pleine réorganisation suite à la fusion DGI/DGCP que vous avez mise en place et que nous avons dénoncée.

Il est irresponsable de mettre en place des réformes et prétendre vouloir les réussir sans s'en donner les moyens. Non seulement les agents sont en détresse mais c'est tout le service public qui est en danger. Mais peut-être est-ce là, la volonté de nos Dirigeants.

Ces suppressions sont inacceptables et de surcroît, les marges financières ainsi obtenues ne sont pas contrairement aux affirmations électorales présidentielles affectées au bénéfice des agents qui voient leur pouvoir d'achat stagner, voire régresser, depuis un certain nombre d'années.

Quand cessera-t-on d'être les plus performants en matière de suppressions d'emplois ?

Quand arrêtera-t-on d'utiliser des indicateurs ORE/ TSM comme variables d'ajustement ?

Quand remettrons-nous en adéquations les moyens aux missions ?

Car nos services sont anémiés et le seuil critique de fonctionnement est atteint.

Il ne suffit pas d'afficher le maintien d'un service public républicain, encore faut-il encore en assurer la qualité. Pour cela il faut lui accorder les moyens nécessaires pour garantir sa neutralité, la correcte exécution des missions et de bonnes conditions de travail pour tous les personnels.

Force est de constater à l'inverse qu'à la DGFIP on s'éloigne de ces valeurs et les agents se demandent si l'on entend continuer encore longtemps à se moquer d'eux.

Ils ne supportent plus le discours officiel du « mettre l'usager au cœur de la réforme », alors que leurs conditions de travail se dégradent de jour en jour.

D'une part, on entend chaque jour des propos provocateurs de nos Ministres, tandis que d'autre part nos responsables locaux minimisent la pression et le stress permanent que subissent les cadres en comptant toujours plus sur la conscience professionnelle des agents.

Confrontés à la réalité du terrain les agents de la DGFIP doivent pourtant faire face à autant de contraintes qui ne sont pas prises en compte :

. L'augmentation de la charge de travail liée à des missions nouvelles imposées par le législateur ou le gouvernement, (PPE, Prime Cuve, accueil, fiscalité locale, politique immobilière de l'Etat)

. L'adaptation rapide à de nouvelles structures dans le cadre de la création de la DGFIP (SIP, SIE, PRS, etc.)

. Le déploiement des nouveaux systèmes informatiques, occasionnant perte de temps, et une réorganisation problématique des Chaînes de travail, (HELIOS, et CHORUS).

. Satisfaire aux indicateurs de gestion au détriment de l'exécution correcte des missions.

. Répondre à une prolifération de réunions

Il est grand temps que nos Politiques et nos Directions locales enlèvent leurs œillères et se rendent compte du malaise grandissant qui se développe dans notre réseau. Mener de front réforme et suppressions d'emploi ne peut conduire qu'à une impasse

D'ailleurs, les responsables de secteurs, chefs de services, comptables même en restant loyaux à leur administration comme le leur rappelle souvent la plus haute hiérarchie, ne peuvent plus se taire et vous expriment de plus en plus lors de vos réunions ciblées leur légitime amertume, colère à l'image même des agents.

Colère des agents DGFIP mais colère également de tous les fonctionnaires. Car le flot de provocations ne tarit pas. Un jour la mobilité, un autre les retraites et toujours en termes méprisants choisis.

Nous avons connus des périodes où les ministres se battaient pour leur « boutique » aujourd'hui ils veulent en être les fossoyeurs.

Nous ne pouvons faire l'impasse sur ce qui semble être aussi d'actualité, Car en plus des problèmes propres à la DGFIP, nombres d'agents nous interpellent sur ces points.

Les médias semblent découvrir la portée de la loi sur la mobilité des fonctionnaires. Fait de société oblige, ce que nous Organisations Syndicales, avons dénoncé voilà 2 ans semble prendre seulement sa pleine mesure aujourd'hui dans les esprits. Et oui les OS appelaient à la grève le 10 juin 2008 pour dénoncer ce projet. Ensuite la seule fédération générale des fonctionnaires FO estimant que ce projet à lui seul justifiait une mobilisation a appelé à la grève le 7 juillet 2008 et le 02 juillet 2009, dates phares de ce qui était encore qu'un projet de loi. Nous étions marginalisés en agitateurs de peurs injustifiées lorsque nous dénoncions les articles 6 à 9 (au moins) de ce projet de loi comme une bombe à retardement contre les fonctionnaires. Malheureusement nos craintes étaient bel et bien fondées.

Preuves en sont les propos tenus par notre ministre à savoir « qu'un fonctionnaire refusant trois postes proposés suite à une réorientation professionnelle, n'a plus envie de travailler dans l'administration et qu'il n'y a aucune raison que celle-ci continue à le payer », alors même qu'au travers de la RGPP c'est lui qui organise les suppressions de ses missions et la démolition des services publics, c'est l'agent qui va être licencié. Le cynisme de ces propos est inacceptable.

A cela on rajoute un zeste d'agitation sur la remise en cause du mode de calcul des retraites des fonctionnaires sur les 6 derniers mois de travail et là nous avons là, la recette idéale pour confectionner le climat serein dans lequel le fonctionnaire baigne aujourd'hui.

Vous avez certainement déjà entendu ce discours en d'autres termes certes mais identique sur le fond. Vous pensez peut-être que ce ne sont que des paroles de syndicalistes.

Mais non, Monsieur le Directeur Général, c'est la réalité du terrain. Cette réalité se dessine au travers de ce qui se passe un peu partout et en l'occurrence dans notre département de l'Hérault.

L'Hérault en détresse...

Dans l'Hérault, **précurseurs hier, en matière de restructuration de réseau**, avec plus de 18 suppressions de postes et des transformations de postes mixtes en postes spécialisés, aujourd'hui on continue à supprimer ou délocaliser des postes entiers, en dépit de certaines promesses données..

Les agents de la TP Castelnau le Lez subissent les incohérences de la fusion. Ne pouvant pas clairement supprimer ce poste on va dans un premier temps les délocaliser dans une autre commune, puis ensuite les éclater sur 2 SIP sur Montpellier dans deux quartiers différents. Selon la Direction locale ce choix s'est imposé à elle compte tenu de la politique domaniale menée, politique qu'elle décide de détourner pourtant dans le cas d'un autre site.

L'Hérault a été parmi les 8 **préfigurateurs en matière de fusion DGFI-DGCP**

Dans l'Hérault **c'est l'installation de 6 SIP en 2009 et 3 en 2010** avec des déménagements à la clé pour 3 d'entre eux.

Dans l'Hérault, ce sont des communes rattachées à un CDI après découpage farfelu puis redécoupage après réflexion. Ce qui nous fait dire que le pilotage du navire est bien difficile dans cet épais brouillard.

Pourquoi attendre de voir comme cela fonctionne, puisque SIP il doit y avoir, créons les. Occultons tout ce qui ne va pas.

L'accueil, pas de problème. Des files d'attentes, ce n'est rien. Stress des agents à l'accueil, un petit séminaire au bord de mer et ça repart; Responsabilité du comptable, en accueil et caisse commune, lequel ? Le TP du poste spécialisé,

celui du SIP, celui du SIE. Peu importe, la séparation de l'ordonnateur est du comptable est respectée, foi de ministres qui affirment y tenir comme à la prune de leurs yeux. Que d'aveugles en vue!

Dans l'Hérault c'est aussi **l'application du schéma directeur informatique**. D'abord **DI** toutes applications le DI de Montpellier devient DI exploitation avec pour conséquences les disparitions d'applications.

Les informaticiens se transforment alors en opérateurs téléphoniques sur un plateau T.O.S.C.A.N.E. Plateau TOSCANE là aussi l'Hérault a été avant-gardiste, des agents du Trésor s'appropriant des applications DGI. C'était déjà la fusion avant ... la fusion.

Ensuite viens le projet éditique, avec une promesse locale de maintien d'un atelier de proximité à Montpellier. Promesse qui semble-t-il, ne serait pas tenue. Les agents ont le choix entre le SAU ou Toscane. Oui mais que vont devenir les SAU dans le cadre de la fusion? Seront-ils intégrés aux pôles transverses des DLU, feront ils partie des établissements au sein de DLI ? Nébulosité complète.

Dans l'Hérault c'est aussi la mise en place d'un **CPS** dont la montée en charge ne cesse de s'accroître mais sans les moyens nécessaires .L'activité a été multipliée par 3 depuis 2006. Les débordements de la téléphonie des usagers n'ayant pu obtenir de réponse par téléphone se traduisent par des courriels et courriers. Les agents du CPS de Montpellier ont eu l'occasion de montrer fortement leur mécontentement lors de récentes grèves.

L'Hérault c'est aussi un **centre régional des pensions** dont les agents se demandent quel avenir leur sera réservé surtout si la demande de maintien du site faite par notre DRFIP est rejetée, Leur appliquera-t-on la loi sur la mobilité?

L'Hérault c'est aussi un service dépense appliquant **CHORUS**. C'est le progiciel Etat à l'image de Hélios pour les collectivités. **Hélios**, encore un outil générant des gains de productivité.

D'ailleurs des gains de productivité il y en a partout. Dans l'Hérault le secteur des **hypothèques** s'est vu amputé de 9 emplois car il semble, que des gains de productivités se soient dégagés grâce à Télé@ctes .Dommage que seule l'Administration puisse les voir. Peut-être que, comme pour la 3 D, des lunettes sont nécessaires.

Dans l'Hérault ce sont des **travaux lourds sur l'ex-TG** sur 2 ans, 2 ans de poussières de bruits de déménagements d'un étage à l'autre, puis retour à la case départ, déménagement dans des locaux hors administratifs. C'est le travail par 12° dans les services, ce sont des chutes d'objets à la limite de générer des catastrophes par manque de protection de sécurité. Certes on pallie plus ou moins ces inconvénients mais toujours à posteriori avec des délais plus ou moins longs et après interventions syndicales.

Dans l'Hérault depuis quelques mois nous jouons malgré nous au jeu des chaises musicales. Chaptal- La Paillade, La Paillade- Chaptal Millénaire –Chaptal, Lunel Chaptal bref toutes les combinaisons sont testées. Trouvera-t-on la bonne partition?

Dans l'Hérault ce sont des agents de la brigade de contrôle et de recherche mis en cause dans leur intégrité professionnelle à plusieurs reprises et qui n'ont pas eu le soutien spontané de la hiérarchie que tout agent est en droit d'attendre dans l'exercice de ses fonctions.

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives, des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions acceptables.

La relative bonne marche des services ne tient que par la forte conscience professionnelle des agents, mais celle ci risque de s'effriter si la Direction ne réagit pas.

Dans l'Hérault ce sont des agents désabusés. Du cadre C au cadre A, tous sont à la limite de la rupture.

Bref dans l'Hérault ce sont des agents qui en ont marre, marre d'être des expérimentateurs marre d'être pressurés, marre d'être mal considérés. Ils attendent de leur Employeur une considération qui leurs rendra leur dignité. Ils exigent des conditions de travail décentes.

Travailler plus pour gagner plus? Moins de fonctionnaires mais mieux payés?

Donnez- nous un dictionnaire car il semble que ce soient des "faux amis" cela ne veut pas dire ce que l'on croit.